

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER
UNE INSTALLATION CLASSÉE
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Société SEVIA - S.R.R.H.U
Commune de Brazey-en-Plaine

Rubriques n° 167 A, 1432-2-b, 1434-1-b, 2661, 98 bis-C
de la nomenclature

**LE PRÉFET DE LA RÉGION DE BOURGOGNE
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR**

- Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre premier du Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application des dispositions législatives susvisées,
- Vu la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Vu le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées,
- Vu l'arrêté du 8 décembre 2003 relatif à la collecte des pneumatiques usagés,
- Vu l'arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux,
- Vu la circulaire n° 4311 du 30 août 1985 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Installations de transit, regroupement et pré traitement de déchets industriels
- Vu la demande présentée le 23 mai 2003 par la société SRRHU en vue d'être autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de BRAZEY EN PLAINE,

- Vu l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2003 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée,
- Vu le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 22 septembre 2003 au 22 octobre 2003,
- Vu l'avis du commissaire-enquêteur en date du 23 novembre 2003,
- Vu l'avis du conseil municipal de BRAZEY EN PLAINE en date du 28 octobre 2003,
- Vu les avis de Mmes et MM. :
 - la Directrice Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
en date du 22 septembre 2003,
 - le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours,
en date du 13 octobre 2003,
 - le Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles,
Economiques de Défense et de la Protection Civile,
en date du 8 septembre 2003
- Vu l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, Inspecteur des Installations Classées, en date du 16 juin 2004,
- Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 1^{er} juillet 2004,
- Considérant qu'aux termes de l'article L 512-2 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,
- Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du pétitionnaire,
- Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

SOMMAIRE

TITRE PREMIER.....	5
Article 1er - TITULAIRE DE L'AUTORISATION.....	5
Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS.....	5
2.1 - Station de transit, de regroupement et de pré traitement de déchets provenant d'Installations Classées :.....	5
2.2 - Dépôt aérien de liquides assimilables à des liquides peu inflammables :.....	6
2.3 - Installation de remplissage et de distribution de liquides peu inflammables :.....	6
2.4 - Broyage de pare-chocs et d'emballages souillés à base de polymères :.....	6
2.5 - Dépôt de pneumatiques usagés, de pare-chocs et d'emballages à base de caoutchouc :.....	6
Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS.....	7
Article 4 - ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS.....	7
TITRE DEUXIEME.....	8
CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION.....	8
Article 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS.....	8
Article 6 - DISPOSITIONS GENERALES.....	8
Article 7 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES.....	9
Article 8 - CONTROLES.....	9
Article 9 – ENREGISTREMENT.....	9
Article 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE.....	10
TITRE TROISIEME.....	10
PRESCRIPTIONS COMMUNES.....	10
AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT.....	10
PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX.....	10
Article 11 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS.....	10
11.1. - Limitation des consommations d'eau :.....	10
11.2. – Réseaux :.....	11
11.3. - Points de rejet :.....	11
11.4. - Prévention des pollutions accidentelles des eaux :.....	12
11.5 - Installation de traitement :.....	14
Article 12 - EXPLOITATION.....	14
Article 13 - TRAITEMENT.....	15
Article 14 - VALEURS LIMITEES.....	15
14.1. – Consommations :.....	15
14.2. - Rejets :.....	16
Article 15 - CONTROLE ET SUIVI DES EFFLUENTS.....	16
Article 16 - ENREGISTREMENT.....	16
PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	17
Article 17 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT.....	17
17.1 - Conditions générales.....	17
17.2 - Stockages.....	18
PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT.....	18
Article 18 - NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES.....	18
18.1 - Généralités.....	18
18.2 - Niveaux acoustiques admissibles.....	18
18.3 – Emergences.....	19
18.4 - Contrôles périodiques.....	19
18.5 - Enregistrement.....	19
TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS.....	19
Article 19 - CONCEPTION - AMENAGEMENT.....	19
Article 20 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT.....	20
Article 21 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS.....	20
Article 22 - ENREGISTREMENT.....	21
SECURITE.....	21

Article 23 - RISQUES NATURELS.....	21
- Inondations.....	21
Article 24 - ACCES, SURVEILLANCE.....	22
Article 25 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT.....	22
25.1. - Voies et aires de circulation.....	22
25.2. - Installations électriques.....	22
Article 26 - EXPLOITATION.....	22
Article 27 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION.....	23
27.1. - Détection et alarme.....	23
27.2. - Formation.....	23
27.3. - Consignes.....	24
27.4. - Plan d'intervention.....	24
27.5. - Moyens matériels et humains.....	24
Article 28 - CONTROLES.....	25
Article 29 - ENREGISTREMENT.....	25
IMPACT VISUEL.....	26
Article 30 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL.....	26
TITRE QUATRIEME.....	26
PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....	26
Article 31 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ADMISSION DES DECHETS INDUSTRIELS DANS L'INSTALLATION DE TRANSIT ET DE REGROUPEMENT.....	26
31.1 – Nature et origine des déchets admis.....	26
31.2 – Admission sur le site.....	26
31.3 – Acceptation préalable des déchets.....	27
31.4 – Analyses.....	29
31.5 – Archivage des échantillons.....	29
31.6 – Suivi des opérations.....	29
Article 32 – Conditions de stockage des déchets AUTRES QUE LES DECHETS EN CUVES (huiles, liquides de refroidissement).....	30
32.1 – Conditions de stockage.....	30
32.2 – Organisation des stockages.....	31
Article 33 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'INSTALLATION DE STOCKAGE D'HUILES USAGEES, D'EAUX HYDROCARBUREES ET DE LIQUIDES DE REFROIDISSEMENT USAGES.....	32
33.1 – Cuves.....	33
33.2 – Moyens de transvasement.....	33
Article 34 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX ACTIVITES DE BROYAGE ET DE COMPACTAGE DE PARE-CHOCES ET DE FUTS PLASTIQUES.....	33
34.1 – Broyage.....	33
34.1 – Compactage.....	34
TITRE CINQUIEME.....	34
MESURES EXECUTOIRES.....	34
Article 35 - LIMITATIONS.....	34
Article 36 - RECOURS.....	34
Article 37 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS.....	35
Article 38 - MODIFICATIONS.....	35
Article 39 - INSPECTION.....	35
Article 40 - DISPONIBILITE.....	35
Article 41 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	35
Article 42 - PUBLICITE.....	35
Article 43 - AFFICHAGE.....	36
Article 44 - EXECUTION.....	36

ARRETE

TITRE PREMIER

OBJET DE L'ARRETE

Article 1er - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SEVIA-SRRHU dont le siège social est situé Immeuble Le Colombus 1 rond point de l'Europe à 92250 LA GARENNE COLOMBES, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exercer les activités de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement précisées à l'alinéa 1.2 du présent article, dans son établissement situé sur la commune de Brazey-en-Plaine – zone industrielle « Le Grand Paquier » route d'Esbarres, sur les parcelles cadastrées sous les numéros 274, 275, (285 et 286 en espaces verts) – section ZW.

Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes

2.1 - Station de transit, de regroupement et de pré traitement de déchets provenant d'Installations Classées :

Elle est organisée de la manière suivante :

- Un « bâtiment déchets » à l'intérieur duquel se trouvent les bureaux, les vestiaires et les stockages suivants :
 - boues de peintures
 - chiffons souillés,
 - bains photographiques,
 - produits de laboratoires,
 - accumulateurs au plomb,

- néons et des piles.
- Un « hangar déchets » sous lequel sont stockés :
 - solvants et boues de perchloréthylène
 - filtres à huile,
 - emballages métalliques et plastiques,
 - pneumatiques usagés,
 - ferrailles diverses,
 - verre,
 - pare-chocs et pots catalytiques,
 - big-bags de broyats.
- Une aire extérieure étanche permettant la manœuvre des camions et sur laquelle on trouve :
 - une zone de broyage des emballages en plastique souillés et des pare-chocs
 - stockage en benne des médicaments (CYCLAMED),
 - stockage en container fermé des aérosols,
 - stockage en container fermé des air-bags.

2.2 - Dépôt aérien de liquides assimilables à des liquides peu inflammables :

Ce dépôt est constitué de :

- 4 cuves de 40 m³ et une de 35 m³ pour les huiles usagées
- 1 cuve de 35 m³ pour les eaux hydrocarburées,
- 1 cuve de 30 m³ pour les liquides de refroidissement usagés.

2.3 - Installation de remplissage et de distribution de liquides peu inflammables :

Cette installation est constituée essentiellement d'une zone de dépotage et de transfert des huiles usagées.

2.4 - Broyage de pare-chocs et d'emballages souillés à base de polymères :

Installation intégrée à la station de transit, au niveau de l'aire bétonnée extérieure.

2.5 - Dépôt de pneumatiques usagés, de pare-chocs et d'emballages à base de caoutchouc :

Installation de stockage réalisée en bennes, à l'intérieur du « bâtiment déchets » faisant partie de la station de transit.

Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

Rubrique	Désignation	Volumes d'activités	Classement et Rayon d'affichage
167 A	Station de transit, regroupement et pré-traitement de déchets provenant d'installations classées	5500 t/an	A 1 km
1432 -2) b	Dépôt de liquides peu inflammables (huiles usagées) 260 m ³ en 6 cuves de produit de la catégorie D Catégorie D : point d'éclair supérieur à 100°C Selon la rubrique 1430 : Ceq = 10A+B+C/5+D/15 Dépôt de liquides inflammables (dégraissants et diluants en transit) 25 m ³ de produit de la catégorie B (rétention identique) Catégorie B : point d'éclair compris entre 0 et 55°C Selon la rubrique 1430 : Ceq = 10A+B+C/5+D/15	Ceq = 260/15+25 = 42,3 m³	D
1434 -1) b	Installation de remplissage et de distribution de liquides peu inflammables (catégorie D) à un débit de 60 m ³ /h	Deq = 60/15 = 4 m³/h	NC
2661	Broyage de pare-chocs et d'emballages souillés à base de plastique. La quantité broyée correspond à la quantité annuelle de déchets transitant par le site, ramenée à 220 jours ouvrés	Q = 0,25 t/j	NC
98 bis C)	Dépôt de pneumatiques, de pare-chocs et d'emballages usagés à base de caoutchouc, élastomères, polymères, sur un terrain situé à plus de 50 mètres d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers. La quantité maximale entreposée étant Q	Q = 80 m³	NC

(*) **A** : Autorisation **D** : Déclaration **NC** : Non Classé

Article 4 - ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS

Les dispositions des actes administratifs antérieurs au présent arrêté délivrés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pour l'établissement ici autorisé, sont annulées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 août 1990,
- Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 24 mai 2002.

TITRE DEUXIEME

CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

Article 5 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

Article 6 - DISPOSITIONS GENERALES

6.1 - Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

6.2 - Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

6.3 - Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pentes, revêtement, etc) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules, sont prévues en tant que de besoin.
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

6.4 - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles ou normes en vigueur.

6.5 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

6.6 - L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

6.7 - Valeurs limites des rejets

Les valeurs limites fixées pour les rejets dans le présent arrêté s'entendent dans les conditions ci-après :

- Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses.

- Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

- 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

- Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Article 7 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 8 - CONTROLES

L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 – ENREGISTREMENT

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 10 ci-dessous.

Il les conserve pendant une période minimale de 5 ans, sauf spécification contraire.

Article 10 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles qu'inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

TITRE TROISIEME

<p>PRESCRIPTIONS COMMUNES</p> <p>AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT</p>

PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Article 11 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

11.1. - Limitation des consommations d'eau :

Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés régulièrement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

Les réseaux de distribution d'eau sont étanches, constitués de matériaux adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques (telle la dureté...) des eaux transportées, maintenus en bon état et font l'objet de tests appropriés périodiques. Ces réseaux comportent un nombre aussi réduit que possible de points de prélèvement.

11.2. – Réseaux :

Le raccordement sur le réseau d'eau potable de la commune de Brazey-en-Plaine, se fait par l'intermédiaire d'un ouvrage équipé d'un disconnecteur qui fera l'objet d'une déclaration auprès de la DDASS, et dont le fonctionnement est vérifié par une société agréée. Le résultat de ce contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et communiqué à la DDASS.

Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.

A cet effet sont distinguées (cf. plan des réseaux annexé au présent arrêté) :

- Les eaux usées d'origine domestique, désignées E U
- Les eaux pluviales non souillées, désignées E P « toitures » ;
- Les eaux pluviales polluées même accidentellement provenant, notamment, des zones enrobées, désignées E P « voiries », « dépotages ». Ces effluents transitent nécessairement en canalisations équipées de dispositifs d'isolement.
- Les eaux collectées dans les cuvettes de rétention et bassins de confinement, désignées E C ;

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Il n'y a pas d'eaux de process, hormis les eaux de lavage des roues des véhicules de transport des déchets. Ces eaux sont collectées par le réseau des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, et traitées par le séparateur d'hydrocarbures situé en sortie d'établissement.

11.3. - Points de rejet :

Généralités :

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux susceptibles d'être polluées sont aménagées de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate.

Identification :

Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 2

Ils sont définis comme suit :

Désignation du rejet	Nature des Eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur
----------------------	----------------------------------	---------------------------------

Rejet N° 1	EP « toitures » : - Eaux pluviales non souillées	Fossé des eaux pluviales
	EP « voiries » : - Eaux pluviales susceptibles d'être souillées, dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures garantissant un rejet ayant une concentration en hydrocarbures < à 5 mg/l	
	EP « dépotages » : - Eaux pluviales provenant de l'extension des parkings, dirigées vers le même séparateur que les eaux de voiries, - Eaux pluviales provenant de la zone de dépotage huiles et des rétentions situées sous les cuves, dirigées vers un 1 ^{er} séparateur d'hydrocarbures dont la sortie est raccordée au collecteur des eaux de voiries (avant le séparateur d'hydrocarbures de sortie d'établissement).	
Rejet N° 2	EU : - Eaux domestiques usées provenant des sanitaires (eaux vannes).	Réseau communal de Brazey-en-Plaine

et repérés sur le plan figurant en annexe au présent arrêté.

Mesures et prélèvements :

Les ouvrages d'évacuation des E P en sortie de l'établissement sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons moyens représentatifs du rejet considéré et la mise en place d'appareils de mesure de débit. Ces ouvrages sont en état de fonctionnement en toutes circonstances y compris en période de crues.

Les séparateurs d'hydrocarbures (SH1 et SH2) de traitement des eaux susceptibles d'être souillées, sont équipés, au niveau de la sortie des effluents traités, de dispositifs permettant la mesure et l'enregistrement en continu du débit et la constitution d'échantillons d'effluents représentatifs proportionnels au débit.

Les ouvrages de rejet d'eaux pluviales non polluées sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons.

11.4. - Prévention des pollutions accidentelles des eaux :

Stockages, rétention, manipulation et transport

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. **En particulier, la cuvette de rétention des 7 cuves doit pouvoir résister à la poussée des liquides contenus. Les murets de cette**

rétenction ont des caractéristiques similaires.

La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.

L'étanchéité des réservoirs peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.

Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Bassins de confinement

Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle, y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 160 m³. Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire.

Ce bassin est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, ce bassin est maintenu vide.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

Equipements et canalisations

Les réservoirs, canalisations et tous équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques ou insalubres (fluides, effluents pollués, etc), sont étanches et résistent à l'action physique et chimique de ces substances.

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs, de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.

Accessibilité

Les différents réseaux de collecte d'effluents et les organes de visite qui leur sont associés, les organes de contrôle et de commande de matériels tels que vannes d'isolement, les équipements de mesure de débit et de prélèvement d'échantillons, les points de rejet et équipements associés, sont accessibles en permanence.

Eaux pluviales

Le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un ou plusieurs bassins de confinement capables de recueillir le premier flot des eaux pluviales.

Les eaux ainsi collectées ne sont rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin, traitement approprié.

11.5 - Installation de traitement :

- Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion de crues importantes.

- Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Article 12 - EXPLOITATION

12.1. - Transports internes

Les transports internes à l'établissement de produits dangereux, polluants ou toxiques sont effectués dans le respect du plan de circulation établi par l'exploitant, porté à la connaissance des intervenants.

12.2. - Stockages de produits liquides

L'exploitant prend toutes dispositions pour :

- n'autoriser puis réaliser les transferts de produits que dans des réservoirs présentant un volume vide disponible au moins égal au volume à transférer lors du dépotage considéré,

- disposer en permanence de l'indication du niveau de liquide dans chaque réservoir,

- assurer la vacuité des cuvettes de rétention.

12.3. - Consignes spécifiques

L'exploitant établit, tient à jour et diffuse aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en œuvre et des opérations de nettoyage.

12.4 - Nature des effluents

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Article 13 - TRAITEMENT

13.1. - Eaux domestiques et eaux vannes (E U)

Elles sont raccordées au réseau public d'assainissement.

13.2. - Eaux pluviales propres (E P « toitures »)

Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées au milieu naturel.

13.3. - Eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement (E C)

Les eaux pluviales recueillies dans la cuvette de rétention du stockage doivent être évacuées périodiquement. Un dispositif étanche et incombustible positionné à l'extérieur de la cuvette doit permettre l'écoulement des liquides en amont du séparateur déshuileur. Ce dispositif d'évacuation doit être maintenu fermé en dehors des opérations d'évacuation des eaux pluviales, il est dimensionné de telle manière que le débit d'écoulement n'excède pas les caractéristiques d'exploitation du séparateur.

L'évacuation des eaux pluviales de cuvette ne doit être réalisée qu'en dehors des périodes de pluie, lorsque le séparateur n'est pas sollicité pour le traitement des eaux collectées sur l'aire de dépotage.

Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux pluviales susceptibles d'être polluées. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

13.4. - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (E P « voiries » et « dépotages »)

Toutes les opérations de dépotage seront effectuées sur une aire étanche aux produits susceptibles d'être épandus et conçue de manière à permettre leur drainage. Les liquides retenus sur cette aire doivent, avant rejet, être traités par deux dispositifs débourbeur et séparateur à hydrocarbures l'un de 10 l/s, l'autre de 20l/s (en sortie) qui doivent être dotés :

- D'un obturateur automatique s'opposant à l'évacuation des liquides en cas de saturation du séparateur
- D'une cuve de stockage complémentaire permettant la récupération d'une fuite accidentelle,
- D'une vanne à l'aval permettant d'isoler l'installation du milieu récepteur.

Article 14 - VALEURS LIMITES

14.1. – Consommations :

La consommation en eau potable est limitée à 160 m³/an.

14.2. - Rejets :

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

A - En termes de caractéristiques générales des effluents

- pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet) : compris entre 5,5 et 8,5
- température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30 °C
- couleur (mesurée suivant la norme en vigueur) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l
- Absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20° C.
- Les paramètres seront mesurés selon les normes en vigueur.

B - En termes de concentrations

Pour le rejet N°1 (cf plan) :

- Hydrocarbures totaux ≤ 5 mg/l
- Matières en suspension ≤ 30 mg/l
- DCO ≤ 80 mg/l

Article 15 - CONTROLE ET SUIVI DES EFFLUENTS

Des prélèvements, analyses et tout contrôle de la qualité des eaux rejetées peuvent être prescrits par l'Inspection des Installations

L'exploitant effectuera une campagne annuelle de mesure de la qualité de ces rejets, en aval des dispositifs de traitement des hydrocarbures.

Les frais de ces analyses seront à la charge de l'exploitant, les résultats seront archivés et mis à la disposition de l'Inspection, à sa demande.

Article 16 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution des eaux, les suivants :

- plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ;

- résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eaux faits à l'initiative de l'exploitant ou à la demande de l'inspection des installations classées ;
- justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions et bassins de confinement.

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 17 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

17.1 - Conditions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source.

L'installation n'émet pas dans l'atmosphère de fumées, vapeurs, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions ou monuments, et au caractère des sites.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir l'envol des poussières et des matières diverses sont prises :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont prévus.

Les émissions de vapeur d'odeurs ou de gaz polluants sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

17.2 - Stockages

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation, sont mises en œuvre.

PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT

Article 18 - NIVEAUX ACOUSTIQUES ADMISSIBLES

18.1 - Généralités

Les prescriptions du présent article sont définies en application et en complément de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

18.2 - Niveaux acoustiques admissibles

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

ZONES CONCERNEES	Niveau limite en dB (A)	
	De 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	De 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés

Point N°1 : au niveau de l'entrée du site Point N°2 : le long du fossé d'eau pluviales Point N°3 : sur la parcelle 286, le long de la clôture du site	70	60
--	----	----

18.3 – Emergences

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

18.4 - Contrôles périodiques

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, aux emplacements des mesures effectuées lors de la demande d'autorisation.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

18.5 - Enregistrement

Les résultats des contrôles prévus à l'article 18.4 ci-dessus sont conservés de façon à toujours avoir au moins les comptes-rendus des trois derniers contrôles.

TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

Article 19 - CONCEPTION - AMENAGEMENT

Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.

Ces zones sont telles que le stockage ne présente pas de risque d'envols et d'odeurs gênantes pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 20 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT

Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les déchets sont collectés, conditionnés, stockés, traités,... conformément aux indications données dans le tableau de l'article 21.

Article 21 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS

L'exploitant satisfait les dispositions figurant dans le tableau ci-après pour les déchets produits en marche normale.

DECHETS	QUANTITES ANNUELLES EN TONNES	STOCKAGE MAXI SUR SITE EN TONNES	ELIMINATION
19 12 11* Liquides issus du compactage des fûts et du broyage de déchets	/	0,6	Incinération
13 05 02* 13 05 06* 13 05 08* eaux et boues issues des séparateurs d'hydrocarbures	6	6	Evapo-Incinération
15 01 02 Déchets d'emballages	0,5	0,5 Dans un container dédiée aux emballages plastiques	Incinération

plastiques			
15 02 02* Absorbants	0,5	0,5 Dans un fût de 200 litres disposé dans le hangar et le bâtiment déchet	Incinération

Pour les autres déchets (ceux résultant d'un sinistre, d'un accident de fabrication, du démantèlement d'une installation,...) ou dans le cas de la défaillance d'une filière de traitement, les conditions de stockage provisoires et d'élimination sont définies par l'exploitant et font l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées.

Article 22 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :

- . nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,
- . quantité produite,
- . date (ou période) de production correspondante,
- . date d'enlèvement,
- . nom et adresse du transporteur,
- . mode de traitement,
- . nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit ;

- registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre devra, a minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :

- . nature et origine,
- . quantité stockée,
- . date de mise en stockage.

SECURITE

Article 23 - RISQUES NATURELS

- Inondations

Toutes mesures sont prises pour éviter qu'en cas d'inondation, les produits susceptibles de polluer les eaux ne puissent être entraînés. L'exploitant s'assure qu'il n'y ait aucun obstacle au libre écoulement des eaux. En cas de montée progressive des eaux, les récipients et les produits en vrac pouvant générer une pollution, doivent être évacués ou mis à l'abri rapidement.

Lors des fermetures de l'établissement, une surveillance du site est organisée. Une procédure définissant les réactions à avoir en cas de montée des eaux durant ces périodes est à établir.

Article 24 - ACCES, SURVEILLANCE

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, est suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations.

Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement.

Les accès à l'établissement sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.

Article 25 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

25.1. - Voies et aires de circulation

Les installations sont facilement accessibles par les services de secours.

Les voies et aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées.

25.2. - Installations électriques

Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100.

De plus, dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, l'exploitant définit et utilise des installations électriques conformes à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères (poussières combustibles, solvants,...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est unique et effectuée suivant les règles de l'art ; elle est interconnectée avec celle des dispositifs éventuels de protection contre la foudre. Les caractéristiques de ces équipements sont périodiquement vérifiées et sont conformes aux normes en vigueur.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation.

Article 26 - EXPLOITATION

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner

la circulation et l'intervention des secours. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par les moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation (interdiction d'accès en l'absence d'une personne habilitée pour la réception des véhicules, dépotage ou déchargement d'un véhicule à la fois),...

Les quantités de produits combustibles consommables présentes dans chaque atelier ne dépassent, en aucune circonstance, les quantités nécessaires pour une journée de travail.

L'exploitant dispose, chaque jour, de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses (cf. arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances).

L'exploitant détient les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

L'intervention de personnel à des fins d'entretien, d'aménagement ou de réparation des installations ne peut s'effectuer, dans des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, qu'après obtention d'un permis de feu ou d'un permis de travail délivré par le chef d'établissement ou la personne qu'il a nommément désignée. Une surveillance de la validité et du respect des conditions d'octroi de ces permis doit être réalisée pendant les interventions.

Article 27 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION

27.1. - Détection et alarme

Les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence.

L'ensemble des équipements est constitué au moins des dispositifs de détection suivants :

- détection de température dans l'alvéole de stockage des solvants
- détection de fuites accidentelles sur la cuve enterrée,
- détection intrusion, contre les actes de malveillance

L'ensemble des systèmes est relié à un dispositif de télé surveillance.

27.2. - Formation

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.

Une personne nommément désignée est responsable de la sécurité sur le site, et tient à jour les périodes de formation du personnel de l'entreprise aux techniques de

protection incendie.

27.3. - Consignes

L'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement.

Ces consignes sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées.

Ces consignes prévoient, notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion :

- l'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents ;

- les modalités de délivrance, par le chef d'établissement ou par la personne qu'il a nommément désignée, du permis de feu et de mise en œuvre de celui-ci.

A chaque permis de feu est jointe une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant qui précise notamment les mesures à mettre en œuvre avant, pendant et après la réalisation des travaux ayant nécessité le permis de feu.

27.4. - Plan d'intervention

L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

Des fiches synthétiques sont établies et orientent les recherches sur les axes suivants :

- connaissance et évaluation des risques
- estimation des besoins,
- connaissance et évaluation des moyens de secours,
- mise en œuvre des moyens.

27.5. - Moyens matériels et humains

27.5.1. - Moyens matériels

L'établissement est doté d'équipements appropriés dont la nature et l'importance est proportionnée aux risques présentés par les installations.

L'établissement est doté au moins de :

- deux extincteurs à poudre, sur roues, de 50 kg, situés à proximité du stockage des huiles et de l'aire de dépotage

- des extincteurs à poudre de 6 kg, en nombre suffisant, répartis dans les zones à risques de manière à respecter la règle suivante : 1 extincteur / 200 m² de plancher
- des extincteurs individuels au CO₂, sont placés à proximité de chaque appareillage et matériel électrique,
- des extincteurs à eau sont répartis judicieusement dans l'établissement en fonction des risques présents dans les zones où ils sont installés,
- un poteau incendie garantissant un débit minimum de 60 m³/h et régulièrement vérifié, est placé à 30 mètres des limites du site,
- la défense incendie du site devra être complétée :
 1. soit par un poteau d'incendie, situé à moins de 200 m de la zone la plus défavorisée du site, répondant aux exigences des normes NFS 62-200 et 61-213, et délivrant 60 m³/h sous 1 bar de pression résiduelle ;
 2. soit par une réserve d'eau d'une capacité de 80 m³, située à moins de 200 m de la zone la plus défavorisée du site et accessible de tout temps
- des réserves de produits absorbants et neutralisants les hydrocarbures, en quantité suffisante, avec des pelles de projection, sont implantées à proximité des installations de stockage

L'ensemble de ces matériels est implanté en nombre suffisant et accessible en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

27.5.2. - Moyens humains

L'exploitant constitue une équipe de première intervention composée de personnes nommément désignées par l'exploitant et entraînées périodiquement à la lutte contre l'incendie.

Article 28 - CONTROLES

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

Article 29 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants :

- plan de définition des zones de dangers défini à l'article 24 ;
- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation ; ce registre doit comporter la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives ;
- rapports de contrôle des installations électriques prévu à l'article 28 ;

- plans d'intervention prévus à l'article 27.4 ;
- registre des consignes.

IMPACT VISUEL

Article 30 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL

En vue d'assurer l'intégration des installations dans le paysage, l'exploitant

- aménage et maintient en bon état de propreté (peinture,...) les abords de l'établissement et des installations notamment en procédant à un aménagement paysager des espaces non bâtis ; notamment, les émissions de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier ;
- assure, au moyen de plantations ou d'écrans, le masquage des installations ou des infrastructures;
- assure le démantèlement des installations abandonnées ;
- enfouit les lignes électriques et téléphoniques.

TITRE QUATRIEME

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Article 31 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ADMISSION DES DECHETS INDUSTRIELS DANS L'INSTALLATION DE TRANSIT ET DE REGROUPEMENT

31.1 – Nature et origine des déchets admis

Les déchets pouvant être admis sur le site se limitent aux produits dont la liste, élaborée en accord avec la classification des déchets (décret N° 2002-540 du 18 avril 2002), figure en annexe 2 au présent arrêté.

31.2 – Admission sur le site

A l'arrivée d'un véhicule sur le site, le chauffeur se présente. Il remet au secrétariat l'ensemble des pièces administratives accompagnant le ou les produit(s). Les BSDI et la demande d'enlèvement doivent avoir été vérifiés, au préalable, chez le producteur du ou des déchet(s) transportés.

Tous les déchets doivent être accompagnés d'un bordereau de suivi, faisant

apparaître clairement l'origine et la nature du déchet considéré.

Si le numéro de nomenclature du déchet ne figure pas dans la liste des déchets autorisés sur le site (annexe 2), celui-ci ne peut être admis. Il en est de même pour les déchets dont l'origine ou la nature ne seraient pas clairement identifiées.

L'état des véhicules entrant sur le site est contrôlé par le chef de parc, s'il est satisfaisant, l'accès au site est alors possible.

31.3 – Acceptation préalable des déchets

31.3.1 – Information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur de déchets ou, à défaut, au détenteur une information préalable. Cette information préalable précise pour chaque type de déchet:

- la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur;
- les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet;
- les teneurs en PCB-PCT, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et PCP;
- les modalités de la collecte et de la livraison;
- les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles il ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation;
- toute information pertinente pour caractériser le déchet en question.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser, s'il le souhaite, d'accueillir le déchet en question.

Il peut, le cas échéant, solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon des termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet.

31.3.2 – Certificat d'acceptation préalable

L'exploitant se prononce, au vu de l'information préalable communiquée par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à accepter le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un avis de refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet.

Outre les analyses relatives aux paramètres faisant l'objet de critères d'admission, les contrôles suivants sont réalisés sur les déchets réceptionnés en fûts ou caisses palettes:

- bonne tenue des contenants, absence de fuites
- fermeture hermétique des contenants,

- identification effective des contenants,
- vérification visuelle des déchets facilement identifiables (batteries, piles, néons, chiffons et absorbants souillés, emballages métalliques et plastiques, filtres à huile, pneumatiques, boues de peintures, ferrailles, pare-brise, aérosols et médicaments usagés),
- pour les liquides de refroidissement usagés, la vérification portera sur l'absence de chlore. Un échantillon sera prélevé et un test au papier pH sera réalisé. L'échantillon sera conservé jusqu'à l'élimination finale du déchet,
- pour les diluants / dégraissants, bains photographiques, produits de laboratoires et boues de perchlo, l'étanchéité et l'identification précise des contenants seront vérifiées à l'arrivée sur le site. Une vérification de la neutralité du pH sera réalisée sur les bains photographiques.

Les méthodes d'analyses utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Cette acceptation préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant. L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis sur un site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

31.3.3 - Contrôles d'admission

Toute livraison de déchet fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et d'une vérification :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable;
- de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances;
- d'une pesée du chargement;
- de la teneur en chlore, fluor, soufre, métaux lourds, PCB-PCT et PCP (suivant valeur du tableau annexé au présent rapport sous le N°4);
- du pouvoir calorifique;
- du contrôle de l'absence de radioactivité.

Un des échantillons est conservé à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates. Les durées d'archivage sont précisées à l'article 31.5 du présent arrêté.

Si les contrôles effectués montrent la conformité du produit au regard des critères d'admission, celui-ci est transféré vers la zone de stockage dédiée.

31.3.4 – Non-conformité / Refus d'acceptation

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'inspection des installations classées est prévenue sans délai, et le déchet est réexpédié au détenteur

31.4 – Analyses

Pour une collecte sans aucun mélange, l'exploitant peut être dispensé de disposer de moyens propres d'identification; dans ce cas, il fait appel en tant que de besoin à des moyens extérieurs : producteurs, destinataire final ou laboratoire spécialisé.

Pour une installation de regroupement l'exploitant dispose systématiquement d'analyses complètes d'identification des déchets, faites à l'extérieur, mais il doit être équipé pour réaliser lui-même l'ensemble des tests rapides d'identification et les contrôles suivants :

- contrôle du pH (papier pH)
- vérification de l'absence de chlore (pour les liquides de refroidissement)
- contrôle de radioactivité (appareil portatif)

des procédures établissent les méthodes de contrôle

31.5 – Archivage des échantillons

Pour l'activité de stockage, l'exploitant prélève un échantillon de tout déchet (sauf ceux en fûts fermés qui doivent être étiquetés) les archive et les conserve 1 mois après leur départ.

En ce qui concerne le regroupement, l'exploitant prélève un échantillon de :

- tout arrivage et l'archive 1 mois,
- tout enlèvement et l'archive 1 mois après le départ,
- tout regroupement et l'archive 2 mois après le mélange.

31.6 – Suivi des opérations

1) Registre d'entrée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le tonnage et la nature des déchets;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur;
- la date et l'heure de la réception;
- l'identité du transporteur;
- le numéro d'immatriculation du véhicule;
- le résultat des contrôles d'admission définis plus haut (résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets).

2) Registre de refus : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

3) Registre de sortie : Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date,

le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

4) Registre d'opération ou journal : Pour tout regroupement de déchets, l'exploitant note la date, la nature, la quantité et l'origine des déchets mélangés, et tient une comptabilité précise de la gestion des cuves.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, et une déclaration (au moins) trimestrielle de la gestion des déchets lui est adressée par l'exploitant.

Article 32 – CONDITIONS DE STOCKAGE DES DÉCHETS AUTRES QUE LES DECHETS EN CUVES (Huiles, liquides de refroidissement)

32.1 – Conditions de stockage

Le stockage des déchets est effectué dans le bâtiment déchet, sous le hangar déchet et dans des bennes et containers spécifiques placés sur l'aire étanche extérieure (cf. annexe 3 au présent arrêté).

En fonction de la nature des différents déchets, le stockage sera réalisé :

- en fûts étanches et hermétiques placés sur des palettes équipées de rétentions (ou dans des zones faisant rétention) pour les liquides
- en bidons étanches et clairement identifiés. Les bidons seront rangés par catégories, en respectant la compatibilité des différents produits (inflammables, corrosifs, etc...). Les bidons seront placés sur un dispositif de récupération des fuites éventuelles. Les bidons contenant des liquides de natures incompatibles ne pourront être placés dans un même dispositif de récupération des fuites,
- en bennes ou en fûts pour les déchets solides pouvant être mélangés. Ces bennes devront être étanches pour les déchets solides susceptibles de libérer des jus, elles devront être fermées et grillagées pour les déchets susceptibles d'être projetés en cas d'incendie (aérosols, air-bags),
- en bigs-bags pour les déchets compactés (broyats de bidons en plastiques, pare-chocs)

La durée de stockage des fûts ne doit pas dépasser 90 jours, le stockage de plus de 160 fûts n'est pas admis.

L'empilement des fûts est limité à 3 hauteurs si les fûts sont palettisés et en bon état et à 2 hauteurs dans tous les autres cas. La stabilité mécanique des stockages doit être assurée.

Les dépôts sont conçus pour permettre l'accès facile aux différents récipients et la libre circulation entre les piles de fûts. A ce titre, les stockages seront organisés en groupes de quatre palettes de fûts ou en rangées d'une largeur de deux palettes maximum.

Les autres contenants mobiles ne sont pas empilés avec les fûts.

Les contenants percés ou fuyards seront débarrassés de l'aire de stockage dès leur

détection.

Les chargements ou déchargements se font sur aire étanche et en rétention.

Les fûts vides sont évacués au fur et à mesure et restent au maximum 1 mois sur le centre, avant d'être éliminés.

Une distance d'au moins 8 mètres sera respectée entre les produits inflammables et les autres produits.

Les produits susceptibles, en cas de sinistre, de dégager des émanations toxiques, sont clairement repérables.

Les cuvettes de rétention sont correctement entretenues et sont débarrassées régulièrement des éventuels écoulements, de façon à assurer leur vacuité. Une séparation physique entre les cuvettes de rétention des fûts contenant des produits ne pouvant être mélangés, est établie.

32.2 – Organisation des stockages

Bâtiment déchets :

Il est doté d'un système de désenfumage représentant 2% de la toiture dont 1% d'exutoires à commande automatique et manuelle , située près des issues.

Les stockages seront organisés de la manière suivante :

- les boues de peinture seront stockées dans une alvéole spécifique dans des containers de 1 m³ ou dans des fûts placés sur palettes. La quantité maximum présente sur le site sera limitée à 4 m³.
- les chiffons et absorbants souillés seront stockés en fûts ou containers, leur volume sera limité à 10 m³
- les bains photographiques seront stockés en bidons placés dans des containers étanches. La quantité présente sur site sera limitée à 5 m³
- les produits de laboratoires seront stockés en caisse-palettes, leur quantité sera limitée à 0,5 m³ (transit)
- les accumulateurs au plomb seront placés dans des bacs étanches, la quantité présente sur site sera limitée à 10 tonnes
- les néons seront placés dans des containers de 1 m³, la quantité présente sera limitée à 5 m³
- les piles seront stockées dans des fûts dont la quantité sera limitée à 3 m³

Hangar déchets :

Les solvants et boues de perchloréthylène seront placés dans une alvéole séparée du reste des stockages par un mur coupe feu 2 heures.

- les solvants seront stockés en fûts de 200 litres placés sur des palettes équipées de rétentions (ou dans des zones faisant rétention), leur quantité sera limitée à 25 m³

- les boues de perchloréthylène seront stockées dans des seaux étanches de 26 kg placés sur des palettes, leur quantité sera limitée à 0,5 m³
- les filtres à huiles seront stockés dans 2 bennes étanches de 20 m³ ou en containers étanches de 1 m³, la quantité présente sera limitée à 40 m³
- les emballages métalliques et plastiques souillés seront stockés dans 2 bennes étanches de 35 m³
- les pare-brise seront stockés dans une benne de 10 m³
- les pare-chocs seront dans un container de 5 m³
- les pots catalytiques seront stockés dans un container de 1 m³
- les bigs-bags seront placés sur des palettes, leur quantité sera limitée à 20 m³
- les ferrailles diverses seront stockées dans une benne de 30 m³
- les pneumatiques usagés seront stockés dans une benne de 30 m³

Aire étanche extérieure :

- les aérosols seront stockés dans des containers grillagés et fermés, la quantité stockée sera limitée à 5 m³
- les air-bags seront stockés dans un container fermé, placé à une distance minimum de 10 mètres du stockage des aérosols. Le container sera fermé et la quantité d'air-bags stockée sera limitée à 8 m³
- les médicaments usagés seront stockés dans une benne étanche, fermée et cadenassée de 30 m³

Article 33 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'INSTALLATION DE STOCKAGE D'HUILES USAGEES, D'EAUX HYDROCARBUREES ET DE LIQUIDES DE REFROIDISSEMENT USAGES

Le stockage est organisé de la manière suivante :

- un stockage aérien constitué de 7 cuves à axe horizontal d'un volume total de 260 m³ (5 cuves pour les huiles usagées d'un volume total 195 m³, 1 cuve de 35 m³ pour les eaux hydrocarburées, 1 cuve de 30 m³ pour les LRU), placées dans une rétention de 234 m³. Cette rétention est séparée en 3 compartiments afin de séparer les huiles des liquides de refroidissement et limiter les effets d'un éventuel incendie,
- une aire de dépotage de 50 m² reliée à un dispositif de séparation des hydrocarbures décrit à l'article 13.4 du présent arrêté
- un dispositif de pompage permettant la vidange des rétentions
- le stockage encuves n'excède pas 45 jours.

33.1 – Cuves

Les cuves ont une affectation précise et sont clairement identifiées. L'exploitant tient une chronique précise des produits stockés dans chaque cuve.

Des moyens physiques préviennent les erreurs de manipulations. Les points de déchargement des huiles et des liquides de refroidissement sont séparés.

Les cuves et les canalisations sont protégées contre les agressions mécaniques, notamment celles susceptibles d'être provoquées par les camions. Les cuves sont protégées contre la corrosion.

L'exploitant procède ou fait procéder à des inspections visuelles régulières. Une épreuve hydraulique, avec une surpression d'au moins 0,3 bars (ou toute autre méthode agréée) sera réalisée tous les dix ans. Cette épreuve visera à contrôler l'étanchéité de chaque cuve, mais également celle des circuits de remplissage, de vidange et de transfert des différents liquides.

Les cuves sont régulièrement débarrassées des dépôts ou tartres.

Les cuves doivent être correctement reliées à la terre. Elles doivent être équipées d'une détection de niveau avec report d'alarme.

33.2 – Moyens de transvasement

L'exploitant s'assure avant toute opération de transvasement ou de remplissage, de la compatibilité des moyens utilisés avec la nature des produits (pompes, flexibles, cuve réceptrice...).

Il s'assure que la contamination des moyens utilisés, lors de précédentes opérations, ne crée pas d'incompatibilité.

Il s'assure que les opérations de chargement, déchargement, transvasement, ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets et ne sont pas à l'origine de pollution.

Lors des phases de remplissage, il s'assure que le volume libre dans la cuve, est suffisant pour accueillir le volume de dépotage.

Article 34 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX ACTIVITES DE BROyage ET DE COMPACTAGE DE PARE-CHOCS ET DE FUTS PLASTIQUES

34.1 – Broyage

Dispositions générales :

Le broyeur est implanté à l'extérieur, sur une zone étanche faisant rétention et collectée au réseau des eaux susceptibles d'être polluées.

La totalité du broyeur est protégée des eaux météoriques par un auvent.

Un dispositif de récupération des jus issus du broyage est mis en place (les jus

récupérés sont traités et éliminés en tant que déchets).

Un extincteur adapté est implanté à proximité de la zone de broyage.

Exploitation :

L'exploitant établit une consigne d'utilisation qui indiquera, notamment la fréquence des vidanges du réservoir récupérateur des jus de broyage.

Le broyeur est correctement entretenu et fait l'objet de visites régulières dont la fréquence est définie par l'exploitant.

L'installation électrique doit respecter les normes en vigueur et doit respecter les règles décrites à l'article 25.2 du présent arrêté.

La zone de broyage doit être correctement entretenue et régulièrement nettoyée.

34.1 – Compactage

Les règles énoncées à l'article précédent sont applicables à l'activité de compactage.

TITRE CINQUIEME

MESURES EXECUTOIRES

Article 35 - LIMITATIONS

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cessera d'avoir son effet dans le cas où il s'écoulerait un délai de trois ans avant que l'installation projetée ait été mise en service, ou si l'exploitation en était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 36 - RECOURS

Délai et voie de recours (article 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 37 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS

L'administration se réserve la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement ou la transformation de cette entreprise rendrait nécessaire pour la protection de l'environnement et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

Article 38 - MODIFICATIONS

Toute modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation être portée par l'exploitant à la connaissance du préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

Article 39 - INSPECTION

Le titulaire de la présente autorisation devra se soumettre à la visite de son établissement par l'Inspection des Installations Classées, par tous les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale en vue d'y faire les constatations qu'ils jugeront nécessaires.

Article 40 - DISPONIBILITE

Le permissionnaire devra être à tout moment en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition.

Article 41 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement dont il s'agit changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devrait en faire la déclaration à la Préfecture dans le mois qui suivrait la prise de possession.

Article 42 - PUBLICITE

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, et faisant connaître qu'une copie de cet arrêté, déposée aux archives de la Mairie, est mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois, et un avis sera inséré aux frais du pétitionnaire, par nos soins, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 43 - AFFICHAGE

Un extrait semblable sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 44 - EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de BRAZEY EN PLAINE, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Région Bourgogne et le Directeur de la Société SRRHU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (2 ex.)
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Directeur de la Société SRRHU
- . Mme. le Maire de BRAZEY EN PLAINE

FAIT à DIJON, le 2 août 2004

Signé
LE PREFET,